

Consultation publique

Revue stratégique du spectre pour le très haut débit mobile

Contribution towerCast

Préambule

Dans le contexte de la libération de la bande de 700 MHz, la mobilisation de towerCast réside dans la nécessité de prendre en compte, de mesurer et intégrer dans le dispositif législatif un processus visant à indemniser les opérateurs techniques compte tenu de l'arbitrage réalisé en faveur des opérateurs télécoms, mettant fin de façon anticipée à nos contrats de services en cours, privant towerCast de revenus face à des charges résultant d'investissements ou de contrats d'hébergements, mais aussi de gains sur les contrats actuels et de perspectives sur les contrats futurs.

Nous considérons également que la décision d'arrêt du MPEG2 ne doit pas nécessairement conduire à la mise à disposition concomitante de la bande 700Mhz dégagée mais que cet usage doit être conservé jusqu'au début des réaménagements, à minima, afin d'éviter la mise en jachère d'une ressource rare.

La présente contribution est strictement confidentielle et contient des éléments relevant du secret des affaires.

Question n° 1. Avez-vous des commentaires ou des informations additionnelles à apporter concernant les éléments présentés sur les évolutions du trafic mobile ?

Les diverses analyses marché présentée au préalable de cette question posent factuellement d'une par le constat de l'évolution du trafic mobile mais également les perspectives d'évolution.

Les éléments présentés insistent sur une croissance exponentielle assez décorrélée de la souscription ou l'adhésion au standard 4G. Mais là n'est pas le point.

Cette démonstration est extrêmement orientée et crée un biais dans sa lecture. En effet, l'ARCEP n'aborde pas la séparation de l'évolution de l'écoulement de ces trafics sur les différents réseaux. Ainsi, on pourrait croire que l'ensemble du trafic vidéo est écoulé sur les réseaux cellulaires.

Or bon nombre d'études, notamment celle conduite par ABI Research, indiquent que près de 30% du trafic serait écoulé en Wi-Fi publique. De même, l'écoulement au travers des réseaux privés n'est pas évalué.

L'engouement des opérateurs pour cette solution appelée Wi-Fi Offloading est telle qu'il figure dans les normalisations 3GPP et ont intégré un processus d'authentification avec la carte SIM (EAP-SIM/AKA) pour une connexion transparente pour l'utilisateur entre son réseau 3G et les réseaux Wi-Fi disponible. Hotspot 2.0, PassPoint et autre Wi-Fi Alliance sont autant de réponse par l'itinérance entre réseau afin de ne pas saturer les réseaux mobiles traditionnels.

En ne prenant pas en compte à l'horizon de 2019/2020 cette complémentarité des réseaux, l'analyse conduite dans cette revue stratégique est entachée d'erreur.

Question n° 6 et 8. Quelle est votre perception de l'écosystème industriel LTE, à moyen et long termes, dans les bandes 900 MHz et 2,1 GHz ? D'autres normes seront-elles utilisées dans ces bandes à votre connaissance ? Partagez-vous l'analyse développée concernant les modalités de levée des restrictions technologiques dans les bandes 900 MHz et 2,1 GHz ? Avez-vous des remarques sur le processus qui est proposé en vue de la levée de ces restrictions ?

Tout comme le relève l'ARCEP, il est primordial que le cadre réglementaire tant Européen que national puisse évoluer afin que les opérateurs puissent avoir recours à la technologie la plus adaptée, indépendamment de la bande de fréquence.

Aussi, avant d'indiquer et de stigmatiser les attentions autour de la bande 700MHz, il semble qu'au préalable de toute nouvelle attribution que les opérateurs mobile fassent comme dans l'audiovisuel leurs propres extinction technologiques (switch over).

Question n° 24. Pensez-vous que la procédure d'attribution de la bande 700 MHz doit tenir compte d'enjeux liés à l'accueil d'opérateurs virtuels ou aux réseaux de type PMR ? Au-delà de ces problématiques, et de celles évoquées dans les parties 3.2 et 3.3, voyez-vous d'autre enjeux qu'il serait opportun de prendre en compte lors de l'attribution de la bande 700 MHz ?

towerCast est l'opérateur alternatif le plus important face à l'opérateur historique TDF et réalise plus de 60 % de son activité en diffusion TNT et opère plus de 21 % des diffusion TNT sur le territoire métropolitain.

Aussi la libération de la bande de 700 MHz, au-delà des problématiques évoquées dans le document de consultation de l'ARCEP, la mobilisation de towerCast réside dans la nécessité de prendre en compte, de mesurer et intégrer dans le dispositif législatif et dans le processus de vente un dispositif visant à indemniser les opérateurs techniques compte tenu de l'arbitrage réalisé en faveur des opérateurs télécoms, mettant fin de façon anticipée à nos contrats de services en cours, privant towerCast de revenus face à des charges résultant d'investissements ou de contrats d'hébergements, mais aussi de gains sur les contrats actuels et de perspectives sur les contrats futurs.

towerCast considère qu'un dispositif d'indemnisation direct ou indirect des diffuseurs pour le préjudice de gain manqué et perte de chance doit être intégré dans le processus global de cession de la bande 700 et ce pour les raisons qui suivent.

L'Etat a incité les acteurs à investir sur 6 réseaux en annonçant et programmant l'arrêt de la télévision analogique. Avant même cette échéance un multiplexe supplémentaire a été planifié et déployé, puis deux nouveaux avec des programmes intégralement en Haute Définition.

Dans cet intervalle, le Gouvernement procède à la libération de canaux dans la bande 800Mhz en indiquant aux opérateurs qu'il n'y en aurait pas de nouveaux dans le futur. Cette cession a nécessité de profonds réaménagements et mises à niveaux des réseaux de diffusions. En effet, alors même que certains émetteurs venaient juste d'être mis en service, il a fallu les remplacer par des plus puissants.

Jusqu'en début 2013, l'ensemble des instances de décisions et d'administration de cet écosystème nous ont demandé d'investir et de soutenir ces calendriers extrêmement contraints, et par voie de conséquence, coûteux.

De ce fait, en décidant d'accélérer brutalement l'arrêt de deux multiplexes, towerCast subit de nombreux préjudices liés, notamment à :

- la fin anticipée de contrats conclus avec ces multiplexes
- la diminution du nombre de contrats susceptibles d'être conclus dans le futur alors que certains déploiements étaient programmés
- des indemnités de résiliation anticipées des contrats d'hébergement souscrits avec TDF correspondant notamment à l'intégralité des sommes dues sur la durée totale des contrats (sites non répliquables).

towerCast considère donc que la responsabilité de l'Etat est engagée dans la mesure où la réaffectation de la bande 700 MHz lui cause un préjudice direct et certain qui présente un caractère anormal et spécial.

Aussi, dans cette phase d'organisation et structuration du processus de cession, notamment sur la mise en œuvre d'un processus législatif et réglementaire, il est impératif que soit intégré le mécanisme d'indemnisation des acteurs.

Enfin nous considérons que la précipitation imposée par ce calendrier nuira à l'ensemble des acteurs et particulièrement aux opérateurs de diffusion alternatifs. Force est de constater que TDF bénéficie, de par la régulation, d'un mécanisme automatique de correction de ses offres contrairement aux autres diffuseurs.

Pour les infrastructures qui correspondent au marché de gros amont de TDF, l'évolution récente de l'Offre de Référence DiffHF TDF (ODR) est riche d'enseignement. Cette offre correspond à la prestation de service vendue par TDF et correspondant à l'utilisation des antennes de diffusion TDF (cette prestation représente approximativement 90% de la valeur du marché de gros amont). [...]

Sur le périmètre des sites non répliquables, TDF a déjà augmenté ses tarifs DiffHF de +12%. [...] On peut estimer que l'impact à terme de l'arrêt de 2 multiplexes sur les coûts d'infrastructure sera supérieur à 30%. [...]

Concernant les investissements en équipements actifs, dans l'hypothèse où 2 multiplexes TNT nationaux seraient arrêtés, ce sont donc au global plus 3 200 émetteurs et leurs équipements connexes qui ont de toute façon déjà été investis. Il est important de rappeler que la plupart de ces équipements ont été investis très récemment au regard des durées d'amortissement supérieures à 10 ans pour ce type d'équipement :

- A date, aucun émetteur n'a été complètement amorti puisque les premiers ont été investis en 2005 lors du lancement de la TNT.
- A fortiori les équipements investis entre 2012 et 2015 suite aux phases de déploiement des multiplexes R5 R7 R8, entre 2010 et 2011 pour les multiplexes R1 R2 R3 R4 R5 R6 suite aux nombreuses augmentations de puissance / changement de configuration technique imposés par le CSA lors du passage au tout numérique ou encore entre 2010 et 2015 suite aux renégociations des contrats de diffusions des opérateurs de multiplexe TNT.

Ces équipements ayant été investis devront nécessairement générer des revenus, au risque sinon de considérablement fragiliser les opérateurs de diffusion.

Aussi, il est essentiel que ces investissements puissent générer des revenus :

- Soit au travers d'une indemnisation du préjudice subi par les opérateurs de diffusion,
- Soit au travers de tarifs de diffusion plus élevés, supportés par les multiplexes TNT restants, suite à l'arrêt éventuel de 2 multiplexes TNT (démarche que l'opérateur historique a déjà implémenté dans son ODR 2014).

TowerCast considère qu'une augmentation des tarifs de diffusion répercutés aux opérateurs de diffusion restants n'est pas la solution puisqu'elle fait supporter aux opérateurs de multiplexe TNT et aux éditeurs les composants. Parmi eux, des chaînes viennent tout juste de lancer leur activité pourraient durablement les fragiliser à l'insu de leur coûts de grille.

Nous considérons que ce n'est pas aux acteurs de la TNT de supporter la charge financière qui doit être entièrement supportée par les nouveaux attributaires de la bande 700 MHz ou par l'Etat compte tenu de la qualification du préjudice.

Aussi, il nous semble vital que puisse être conduite une étude d'impact économique sur l'ensemble de cet écosystème et que l'ARCEP, en tant qu'autorité de régulation sectorielle du marché de gros amont des offres de diffusion de la TNT, interroge l'Autorité de la Concurrence afin qu'elle rende un avis, en particulier sur l'impact concurrentiel de la sélection des multiplexes qui devront être arrêtés.